

Reportage

Le site abandonné du Ciciba à Libreville, un No Man's Land?

AEE

Libreville/Gabon

Créé le 8 janvier 1983, par onze États (Angola, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, République démocratique du Congo (ex-Zaïre), Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Zambie), le Centre international de civilisations bantou (Ciciba), basé à Libreville, n'a jamais eu que des locaux provisoires pour se loger. D'où la résolution de le doter d'un siège définitif, dans la banlieue Nord de la capitale. Malheureusement, les travaux de construction de cet édifice sont à l'arrêt depuis plusieurs années. L'imposante structure, qui avait commencé à sortir de terre, n'est aujourd'hui que ruines. Le site, abandonné depuis belle lurette, est désormais occupé par de nombreux sans-abris, qui l'ont transformé en un Q.G de tous les maux, au point d'en faire un "No Man's Land".

C'EST une fascinante découverte que nous avons faite, au cours d'une périlleuse immersion de plusieurs jours, au cœur de l'immense bâtiment du Centre international des civilisations bantou (Ciciba), laissé à l'abandon depuis 1998, dans la banlieue Nord de Libreville, à Okala. Désormais baptisé "Le Bunker", par ses occupants, constitués en majorité de jeunes et des expatriés, à cause de ses murs fortifiés et de sa structuration quasi-caverneuse, l'édifice aux allures d'une citadelle impenable cache bien de maux.

Tout visiteur qui découvre cette bâtisse vétuste, en décrépitude et abandonnée, sans lumière, ni eau, a le sentiment d'être dans un tout autre univers. Un melting-pot où cohabitent des sans-abris de diverses nationalités, qui ont transformé ces lieux en un Q.G, au point d'en faire un No Man's Land. Hommes, femmes, jeunes et vieux, tous les habitants du "Ciciba" se connaissent, et un inconnu n'est pas le bienvenu. Au risque de se voir taxer de taupe.

Pour avoir accès à ce sanctuaire, il nous a fallu adopter un accoutrement assez particulier, comme nous l'a exigé notre indic et guide, A.E.Z, afin de ne pas attirer l'attention et détourner les regards suspects sur nous. Dès l'entrée, l'insalubrité ambiante nous accueille. Les rats et les chiens errants se côtoient, au milieu des tas d'ordures qui dégagent des odeurs nauséabondes tout au long de la journée.



Photo : DR

Vue de l'extérieur de l'imposant bâtiment du Ciciba, transformé en No Man's Land par les squatteurs.



Photo : DR

L'entrée principale qui mène aux pièces servant de logements.



Photo : DR

Un des nombreux dealers attendant des potentiels clients devant sa porte.



Photo : DR

Une habitante faisant la lessive, sur les marches d'escaliers menant au sous-sol



Photo : DR

Des jeunes fumant du cannabis en plein air!

Près de cent familles vivent dans cet endroit qui laisse à désirer. La vie est animée au rythme des bars, de la drogue et d'autres petits commerces. Deux petites pièces juxtaposées, construites en planches, servant de cellules de prière, ont même été montées à l'entrée du bâtiment, par un groupuscule d'occu-

pants croyants. Sans doute pour essayer de purifier, à leur manière, ce lieu visiblement malsain où règne l'insécurité.

Le sous-sol du bâtiment a été divisé en quartiers par des jeunes autoproclamés gérants du site, auprès de qui la plupart des sans-abris ayant pris leurs quartiers ici, le plus souvent des

expatriés, reversent l'argent du loyer, sous prétexte qu'ils seraient propriétaires des locaux. Tout est organisé de telle sorte qu'il n'y règne pas d'anarchie. « Chacun de nous gère son secteur. Les nouveaux locataires doivent se plier aux règles du territoire. Sans quoi, ils se font expulser », informe

C.K.B, responsable d'un secteur.

Pour ce jeune homme de 26 ans, le Ciciba, c'est sa vie. Il y est depuis l'âge de 17 ans, après sa sortie de prison. Comme lui, d'autres jeunes y vivent et sont, pour la plupart, des repris de justice. Plusieurs filles, dont l'âge varie entre 16 ans et 23 ans, habitent éga-

lement dans le bâtiment. Et les motivations qui les ont entraînées dans ce lieu sont multiples.

L'une d'elle nous explique qu'elle a suivi son petit ami, installé ici depuis 2 ans. Quant à une autre, c'est la drogue qui a fait en sorte qu'elle déserte le domicile familial, pour se retrouver au "Bunker" où elle dit avoir la liberté de se "mettre à l'aise", loin de la pression des parents et des "tracasseries policières".

Un témoignage qui vient confirmer un dicton bien connu et adopté des résidents du site : "au Bunker, on se la coule douce."

INSÉCURITÉ

Autour de ce gigantesque bâtiment, vivent d'autres personnes qui, pour rejoindre leurs domiciles, doivent faire face aux résidents du Ciciba. Ces derniers n'hésitent pas à les dépouiller aux heures tardives, surtout que la zone n'est pas éclairée. « A deux reprises, je me suis déjà fait braquer ici au Ciciba, alors que je rentrais chez moi autour de 19 heures », raconte une riveraine. Et une autre d'ajouter : « A plusieurs reprises, j'ai croisé mes agresseurs ici, sans qu'ils ne soient même inquiétés. Les plaintes déposées au commissariat restent malheureusement sans suite ».

Des accusations réfutées par certains jeunes du Bunker, qui soutiennent que ceux qui braquent ne sont pas forcément issus du Bunker. « Parfois, ce sont des gens vivant ailleurs, qui viennent consommer de la drogue, ou voir leurs amis, et qui en profitent, à des heures tardives, pour semer la pagaille », se défend Billy, un des premiers occupants de ce site. Argument tout de même peu convainquant, quand on sait que la majorité des jeunes qui vivent au Ciciba sont des repris de justice, beaucoup ayant été incarcérés à plusieurs reprises pour des cas de braquage, vol et viol.

Victimes quotidiennes de ces voyous régnant en maîtres absolus dans cette zone, les populations environnantes vivent dans la peur et se sentent prises en otage. Ces riverains ne comprennent pas l'impuissance des autorités à résoudre ce problème d'insécurité dont l'une des solutions, selon eux, serait de déloger les squatteurs de ce bâtiment, désormais considéré par certains de ces sans-abris comme un patrimoine familial. Tandis que d'autres voisins du site réclament simplement la fermeture immédiate du site, à défaut de reprendre les travaux de ce joyau architectural.